

**Séance ordinaire du  
mardi 26 juin 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Réussite éducative**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSÉ, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

## **Nouvelle Organisation des temps scolaires et des temps périscolaires Projet Educatif de Territoire (PEdT)**

En vertu du décret 2017-1108 du 27 juin 2017, la Ville de Montpellier met en place, à la rentrée de septembre 2018, une nouvelle organisation des temps de l'enfant à l'école en accord avec la Direction Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN).

### **Organisation des temps scolaires**

Cette organisation est conforme aux décisions de la DASEN, validées lors du Conseil Départemental de l'Education nationale (CDEN) le 29 mai 2018. Ces décisions interviennent après la consultation des conseils d'école qui se sont prononcés à 88% en faveur de la semaine à 4 jours.

Les 24 heures hebdomadaires de classe des écoles primaires (élémentaires et maternelles) sont donc réparties sur 8 ½ journées : les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 8h30 à 12h et de 14h à 16h30.

Sur proposition des conseils d'écoles et après validation du CDEN, un horaire dérogatoire a été accepté sur les établissements scolaires dont les Conseils d'écoles se sont prononcés sur l'horaire : de 8h45 à 12h et de 14h à 16h45.

### **Organisation des temps périscolaires**

Les temps d'accueils périscolaires sont sous la responsabilité de la Ville, ils sont facultatifs et offrent une

prise en charge éducative des enfants sur des horaires élargis, avant la classe, durant la pause méridienne et du repas de midi, le soir après la classe.

Les écoles publiques de la Ville de Montpellier sont ouvertes de 7h 45 à 18h 30 les lundis, mardis, jeudis et vendredis.

- 7h 45 – 8h30 (*ou 8h45 dans le cas de l'horaire dérogatoire*) : Le temps d'accueil du matin. Ce temps reste payant et soumis à une tarification sociale.
- 12h – 14h : le temps méridien et de restauration scolaire. Ce temps payant est soumis à une tarification sociale. La réservation est nécessaire pour limiter le gaspillage alimentaire et garantir la meilleure organisation possible.
- 16h30 – 17h30 (*ou 16h45 dans le cas de l'horaire dérogatoire*) : Temps gratuit. Etudes surveillées suivi de jeux éducatifs en école élémentaire et accueil après la classe en école maternelle, dans les domaines culturels, sportifs et citoyenneté...). La réservation est nécessaire en maternelle comme en élémentaire afin de garantir la meilleure organisation possible.
- 17h30 (*ou 17h45 dans le cas de l'horaire dérogatoire*) – 18h30 : L'accueil du soir.
- Ce temps reste payant et soumis à une tarification sociale.

### Le Projet Educatif de territoire (PEdT)

Le PEdT, mentionné à l'article D.521-12 du code de l'éducation formalise la démarche mise en œuvre par la Ville de Montpellier pour l'organisation des différents temps de l'enfant. Il précise les modalités de coopération entre la collectivité et les différentes institutions et décline les ambitions éducatives de la Ville de Montpellier.

Ces ambitions reposent sur trois axes stratégiques :

- **Assurer un environnement propice à la réussite éducative.** Cet axe correspond aux missions « socles » de la collectivité. Il s'agit d'assurer le cadre d'accueil des enfants, un service scolaire de proximité ainsi que le bien-être des enfants grâce à une restauration scolaire saine et équilibrée ;
- **Aider les parents à être partie prenante de la réussite éducative.** Les parents sont des acteurs essentiels et l'objectif est de favoriser leur participation aux instances de décision et de concertation du PEdT ;
- **Accompagner chaque enfant dans son parcours éducatif dans le respect de son rythme de vie.**

Ce dernier axe se décline en 6 objectifs prioritaires :

- Améliorer l'accueil des enfants les plus fragiles (le jeune enfant accueilli à l'école maternelle, les enfants en situation de handicap, les enfants présentant des signes de fragilité dans les domaines scolaire, éducatifs, sociaux ou sanitaires).
- Favoriser la cohérence entre les projets d'école et les projets pédagogiques des accueils péri et extrascolaires.
- Renforcer les échanges entre enfants issus de quartiers différents dans les lieux éducatifs.
- Rechercher une plus grande complémentarité entre les dispositifs d'aide au travail de l'élève (études surveillées, actions inscrites dans le contrat de Ville, Contrats Locaux d'Accompagnement à la scolarité, accompagnement éducatif, ...).
- Lutter contre la fracture numérique en s'appuyant notamment sur le projet de labélisation des écoles piloté par l'Education Nationale et la Métropole.
- Co-construire un parcours citoyen de l'enfant qui, conformément aux orientations de l'Education Nationale, vise à l'amener à devenir un citoyen responsable et libre. Cet objectif pourra se décliner en plusieurs thématiques et notamment :
  - égalité entre les filles et les garçons,

- prévention santé,
- développement durable,
- lien intergénérationnel,
- lutte contre les discriminations.

Le PEDT sera partagé avec les services du Préfet, de la DASEN (Direction Académique des Services de l'Education Nationale) et de la CAF (Caisse d'Allocations Familiales) de l'Hérault, qui sont partenaires signataires avec la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De mettre en œuvre, à la rentrée de septembre 2018, la nouvelle organisation des temps scolaires et des temps périscolaires ;
- D'autoriser, Monsieur le Maire, à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 52 voix

Contre : 6 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 juin 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PEDT\_2018\_.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20180628-46244-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 09/07/18  
Réception en Préfecture : 09/07/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.